

# Documents annexes au congrès de Lyon

## 3<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste d'Italie

### Janvier 1926

*Le Congrès « fut, peut-être, un peu trop préparé, dans ce sens que, au préalable, la Conférence (d'organisation) de décembre sépara le bon grain de l'ivraie et fit en sorte que, à Lyon, l'extrême-gauche bordiguiste soit représentée dans une mesure qui ne correspondait pas aux forces qu'elle comptait encore dans le Parti ».*

*(Giuseppe Berti, I primi dieci anni di vita del PCI [Les dix premières années de la vie du PCI], Documents inédits des archives d'Angelo Tasca ; cité dans Peregalli et Saggio, Les années obscures, p.65).*

## Index

Déclaration à la première séance plénière du Congrès (dite "recours Bordiga") .....	2
[Discours devant la Commission politique] .....	4
[Pour la non-participation aux organes centraux du parti] .....	10
[Déclaration au nom de la Gauche] .....	11

## Déclaration à la première séance plénière du Congrès (dite "recours Bordiga")<sup>1</sup>

A l'ouverture des travaux de ce Congrès, les délégués de la gauche au III<sup>e</sup> Congrès du PC d'Italie, se réservant le droit d'élever des contestations de plus grande portée touchant à la vérification des mandats, tiennent à poser cette question préalable : les conditions dans lesquelles la Centrale a préparé le Congrès [ne sont-elles pas] de nature à ôter toute valeur à la consultation du Parti et aux résultats chiffrés des votes à venir [?]

La gauche intervient donc au Congrès par esprit de discipline, de dévouement au Parti et pour accomplir son devoir en exposant et défendant intégralement ses vues concernant tous les problèmes en discussion, mais elle ne saurait reconnaître comme exécutoires les délibérations du Congrès. Toutefois, pour leur validation, elle s'en remet sans conditions aux dispositions que jugera bon de prendre en la matière l'Exécutif de l'Internationale vers laquelle elle se tourne pour que soit examiné l'ensemble des protestations qu'elle élève contre les méthodes et procédures adoptées.

Les principaux faits entraînant l'irrégularité et la non-validité de la consultation du Parti sont les suivants :

1. Depuis le V<sup>e</sup> Congrès mondial, la Centrale désignée par l'Internationale mais jamais élue par le Parti, au lieu d'entreprendre une [loyale] campagne idéologique et politique pour la défense, au sein du Parti, des opinions de la majorité de l'Internationale, a mené une campagne [mesquine] et personnelle en se bornant à des questions de procédure et de prétendue [discipline] qu'excluait le Congrès mondial lui-même.

2. La Centrale a manœuvré au sein du Parti, en tant que tendance et fraction, en boycottant, harcelant les camarades qui ne partagent pas ses positions et en paralysant toujours plus, dans le réseau procédant du sommet, les organisations de base et l'expression de leurs opinions.

3. Les camarades de gauche s'étant regroupé dans un "Comité d'entente" à l'annonce de la convocation du Congrès afin de se protéger de la campagne systématique de travestissement de leur pensée, la Centrale entama [contre eux] une campagne sensationnaliste et injurieuse, les accusant de [fractionnisme] et de scissionnisme, leur refusant pour un mois le droit de répondre et de se défendre, allant jusqu'à provoquer, sur cette base déloyale, des votes dictés d'en haut dans les comités fédéraux en vue d'affaiblir le contenu politique de la consultation à venir.

4. Dans le même temps, la Centrale ordonnait aux secrétaires interrégionaux et fonctionnaires de renier les positions de gauche sous peine de destitution et commençait le ratissage des comités fédéraux de gauche partout où il était possible de les remplacer, fût-ce par des éléments de valeur douteuse.

5. Le débat sur la presse s'étant ouvert après la dissolution du Comité d'entente, à laquelle nous nous sommes délibérément soumis, la Centrale le mena de manière partisane en supprimant de nombreux textes de la gauche, à commencer par une déclaration capitale du camarade Bordiga, et en accompagnant insidieusement ceux publiés de commentaires, de notes et même de titres destinés à faire impression sur les camarades et troubler leur jugement.

6. Dans le but tout à fait manifeste de présenter les théories de la gauche, partout où c'était possible, sous ce faux-jour qui les altère et les travestit, on fit en sorte que, lors des discussions à la base, des camarades de gauche fussent dans l'impossibilité d'intervenir, y compris le cas échéant ceux occupant

---

<sup>1</sup> Document publié dans la revue des communistes italiens à l'étranger *Prometeo* (Bruxelles), n° 3, 15 juillet 1928 ; deuxième parution dans *La fine del P.C.d'It. Il Congresso di Lione 1926*, Milan 2015; repris dans A. Bordiga, *Scritti 1911-1926*, Fondazione Amadeo Bordiga, vol.9, 2021, p. 216-218.

des charges de direction, et l'on obtint ainsi fréquemment la condamnation de la gauche privée ainsi de toute crédibilité.

7. Pour couronner le tout, la Centrale inaugura une procédure absolument inédite : les votes des absents et non consultés furent tout simplement comptabilisés en faveur des thèses de la Centrale ; ce qui, dans la situation particulière du Parti italien, fut le coup de grâce porté à toute apparence de sérieux de l'interprétation politique qu'on pourra donner des résultats du vote<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Le document ne fait qu'explicitier ce qui est déjà développé dans le paragraphe 10 (« la direction et la question du fractionnisme ») des *Questions italiennes* – troisième partie des *Thèses de Lyon* : la campagne d'agitation « visant, par les méthodes les plus expéditives et comportant le minimum d'efforts, à obtenir des camarades qu'ils renoncent aux positions de la Gauche (...) se poursuivit par une épuration fractionniste de l'appareil du parti et des cadres locaux, par la manière dont furent présentés les textes de contribution à la discussion, par le refus opposé aux représentants de la Gauche d'intervenir dans les congrès fédéraux. Les modalités inouïes du vote couronnèrent dignement le tout : tout absent était automatiquement considéré comme ayant voté pour les thèses de la direction. » Un exemple plus précis encore : « On a après mené la consultation avec des méthodes telles que, pour citer un cas, ma voix à moi, Bordiga, comme membre de l'organisation de base, est allée... aux thèses de la Centrale. Rien que cela. » (Discours devant l'Exécutif élargi, séance du 25 février 1926, *Cahiers du bolchévisme*, n° 47, 1926, p. 945-46).

### [Discours devant la Commission politique]<sup>3</sup>

L'exposé par Gramsci des points fondamentaux de désaccord entre la Centrale du parti et l'extrême-gauche<sup>4</sup> m'a convaincu de la nécessité de différencier complètement l'une et l'autre. L'extrême-gauche présentera donc son propre projet de thèses totalement opposé à celui de la Centrale et qui complètera utilement la partie déjà publiée dans le quotidien du parti<sup>5</sup>.

Il n'existe au fond qu'un désaccord fondamental entre nous d'une part, la Centrale et l'Internationale d'autre part, et toutes les divergences peuvent s'y ramener. En me réservant de faire un exposé complet à la réunion plénière, je me contenterai d'exposer ici les points essentiels.

Concernant tout d'abord l'idéologie, nous pensons être dans la ligne marxiste tandis que les camarades de la Centrale s'en sont écartés en se rapprochant de conceptions philosophiques idéalistes que l'Internationale elle-même condamne.

Concernant la nature du parti, nous pensons qu'il est un "organe" de la classe ouvrière. Soutenir qu'il en est une "partie" et non un "organe" indique une intention de caractériser le parti et la classe de manière statistique et constitue un symptôme de déviation opportuniste. La caractérisation statistique du parti et de la classe a toujours été un trait de l'opportunisme travailliste.

Nous nions que l'organisation en cellules tende à doter le parti d'un esprit prolétarien. Nous affirmons à l'inverse qu'elle tend à le lui ôter en faisant prévaloir un esprit corporatif. Il est inexact d'affirmer qu'en Italie la lutte contre le corporatisme n'a plus d'objet. Ce problème se pose et le parti seul, en tant qu'organisation unitaire de la classe ouvrière, peut le résoudre. Lors du débat autour de ce problème, on a eu un curieux échantillon de la méthode consistant à présenter les positions de la gauche comme étant de droite. On a dit que nous n'avions pas confiance dans le prolétariat. Or nous rappelons que c'est ce même argument que les réformistes adressaient aux révolutionnaires. Aujourd'hui, comme lors de la lutte contre le réformisme, nous nous opposons à l'optimisme ouvriériste et démagogique et le considérons comme une dangereuse déviation.

Concernant la tactique, c'est-à-dire l'action du parti en rapport avec les situations, nous estimons que les formulations de la Centrale du parti sont très dangereuses. Par exemple, on dit maintenant que le parti doit, "en toute situation", rester en contact avec les masses afin d'exercer sur elles une influence prépondérante. Cela n'est pas non plus une thèse de Lénine. Lénine formula la thèse de la conquête de la majorité à un moment censé précéder la lutte pour la conquête du pouvoir. Il opposa cette thèse à celle de "l'offensive" suivant laquelle le parti communiste pourrait lutter pour la conquête du pouvoir sans même exercer son contrôle sur une partie décisive des masses. Nous acceptons la thèse de Lénine telle qu'il l'a formulée, à savoir pour la période précédant la conquête du pouvoir, mais nous rejetons l'extension

---

<sup>3</sup> Procès-verbal de la main de Togliatti, daté du 20 janvier 1926. Première publication dans la revue *Critica marxista*, n<sup>os</sup> 5-6, 1963. Cf. *Scritti 9*, op. cit., p.219-226.

<sup>4</sup> Il s'agit du discours dans lequel Gramsci venait d'exposer, dans leurs grandes lignes, les thèses du Comité central.

<sup>5</sup> Le corpus de thèses présenté par la Gauche au III<sup>e</sup> Congrès se compose de trois parties. Seule la première venait de paraître dans le journal *L'Unità*.

qu'on voudrait lui donner aujourd'hui et la considérons comme un pas vers l'opportunisme. Du reste, elle est même en contradiction avec l'histoire du bolchévisme. Celle-ci a montré qu'il y a des périodes où mieux vaut être peu que beaucoup. Nous considérons que cette divergence est inquiétante.

A propos des questions internationales, que nous mettons délibérément au premier plan, nous affirmons qu'il existe une crise dans l'Internationale. Elle a pour origine le fait qu'on n'a pas toujours suivi une voie juste pour la constitution des partis communistes. On a oublié que parfois il ne faut pas tant se soucier du succès immédiat que de la conquête de positions stables qu'on n'abandonnera plus à l'avenir. Dans un premier temps, on ne s'est préoccupé que de rassembler des forces sans égard à leur nature strictement communistes ; il fallut par la suite entamer une série d'épurations et tous les partis durent traverser de profondes crises. Cet état de choses se répercute aussi sur la situation actuelle de l'Internationale.

Les questions de tactique furent résolues par le même système, non pas suivant une ligne claire, précise et invariante, mais par un déplorable "éclectisme", légitimé au nom de la prise en compte de situations objectives changeantes. La question des rapports entre mouvements politique et syndical en est l'exemple le plus évident. En un premier temps, on accepta dans les rangs de l'Internationale communiste, des organisations de type syndical (IWW, syndicats espagnols, etc.)<sup>6</sup>, manquant ainsi à tous les principes fondamentaux d'organisation. Puis fut fondée l'Internationale syndicale rouge et l'on rédigea tout un plan d'action pour y faire adhérer les mouvements syndicaux des divers pays ; on affirma bien sûr que c'était la seule méthode juste. Mais au V<sup>e</sup> Congrès, et sans aucune préparation ni discussion appropriées, ce qui est plus grave, une troisième voie fut adoptée, celle de la lutte pour l'unité organique du mouvement syndical international. C'est cette méthode de recherche éclectique et "politicarde" qui nous a menés à l'échec. On comptait tout saisir ; au contraire rien n'a été mis en place et nous sommes aujourd'hui plus faibles qu'avant.

Cette façon erronée de poser les problèmes politiques et de tactique générale s'accompagne d'un défaut essentiel de la méthode de travail interne de l'Internationale. Erroné est le système en vigueur pour désigner les directions de chaque parti, l'est aussi la manière d'encadrer et de diriger les discussions lors des Congrès mondiaux. A ce sujet, nous acceptons les critiques que Trotsky adresse à la méthode de travail de l'Internationale.

On voudrait remédier à la crise existant dans l'Internationale avec ce qu'on nomme bolchévisation. Nous rejetons ce mot d'ordre dans la mesure où il revient à transposer artificiellement et mécaniquement, au sein des partis occidentaux, des méthodes propres au parti russe.

Avec la bolchévisation, on cherche à résoudre des questions politiques par des formules de caractère organisationnel. Ainsi, s'agissant par exemple du fractionnisme. Sur ce point, il existe une opposition diamétrale entre nos thèses et celles de la Centrale de notre parti. La Centrale a mené une campagne anti-fractionnelle qui était véritablement défaitiste. Cette campagne a rejeté les ouvriers vers la position fautive de l'unitarisme pur et simple. La question du fractionnisme ne peut être résolue sur le terrain organisationnel et disciplinaire, mais seulement sur le terrain politique et historique. Si l'Internationale n'est pas bien dirigée, le fractionnisme devra forcément apparaître, puisqu'il trouve précisément son origine dans

---

<sup>6</sup> Allusion à la *Lettre d'Invitation* au 1<sup>er</sup> congrès de l'Internationale, publiée dans la presse russe le 24 janvier 1919, puis dans le volume XIII des *Oeuvres* de Trotsky en 1926 (cf. *Les congrès de l'IC, textes intégraux publiés sous la direction de Pierre BROUÉ, Le premier congrès*, p. 39 sq.). Voir en particulier les points 8 à 12 de la lettre.

l'inaptitude de l'organisation internationale à résoudre les problèmes historiques actuels du prolétariat. Sans notre proposition visant à éviter tout danger pour la base de notre parti, une campagne anti-fractionnelle menée avec les procédés de la Centrale aurait des effets très graves.

Un autre aspect fondamental de la campagne de bolchévisation concerne la transformation organisationnelle en cellules. Nous sommes opposés à faire de celle-ci une question de principe. Nous pensons en outre que, pour les partis non russes, la base d'organisation doit être territoriale et que les cellules doivent être des organes qui procèdent du parti quant au travail à accomplir dans les usines.

Concernant la tactique, nous maintenons nos anciennes critiques contre les mots d'ordre de front unique et de gouvernement ouvrier. Nous en ajoutons de nouvelles contre les nouveaux comportements tactiques dont nous avons vu les premiers exemples avec la tactique suivie par la Centrale italienne à l'égard de l'Aventin, celle conseillée au parti allemand à l'occasion des élections présidentielles et celle suivie par le parti français lors des élections municipales (Clichy)<sup>7</sup>. Ces nouveaux comportements tactiques sont liés à l'évaluation de la situation objective. Il faut qu'on sache que nous sommes fondamentalement d'accord avec cette évaluation (stabilisation temporaire du capitalisme) mais que les conséquences qu'on voudrait en tirer nous inquiètent.

Nous pensons que même dans cette période il y a une politique révolutionnaire à mener. A l'inverse, pour le courant qui prévaut dans l'Internationale et dans notre parti, l'orientation de la politique est définie, dans cette même période, en fonction d'une contradiction artificielle et non marxiste entre deux fractions de la bourgeoisie. Le dualisme entre droite et gauche bourgeoises est surévalué. On spéculé sur le fait qu'une partie de la bourgeoisie voudrait mettre fin aux acquis des décennies passées pour en conclure qu'il reviendrait à la classe ouvrière de manœuvrer pour les maintenir. Nous pensons qu'une erreur commise en ce sens est plus grave que dans le sens opposé, c'est-à-dire en sous-évaluant les contradictions entre les diverses fractions de la bourgeoisie.

Gramsci : C'est aussi grâce à une erreur de ce genre, commise par notre parti, que le fascisme a pu si facilement arriver au pouvoir.

Bordiga : Votre erreur est justement de surévaluer le danger que représente la victoire d'un groupe bourgeois de droite. La victoire du fascisme a été rendue possible par la politique de concessions au mouvement ouvrier que la bourgeoisie de gauche avait faites pendant la période démocratique. Ces concessions permirent d'éviter que se formât une unité ouvrière. La liberté de mouvement du prolétariat dans la période démocratique était donc un facteur contre-révolutionnaire et nous devons empêcher que cette situation se reproduise en luttant dès maintenant contre l'illusion qu'une bourgeoisie de gauche existerait. Vous n'avez pas contribué à détruire cette illusion, permettant ainsi que le prolétariat tombe sous l'influence d'autres classes.

---

<sup>7</sup> Allusion au Congrès de Clichy du PC-SFIC, 17-21 janvier 1925. Voir le *Rapport sur les directives diverses, relatives à la campagne municipale en application des décisions du Congrès de Clichy concernant la tactique électorale au deuxième tour*, dans les *Cahiers du bolchévisme*, n° 17, 15 avril 1925, p. 1116-1122. La « limite absolue » fixée étant de « ne jamais porter la responsabilité d'avoir fait passer la mairie entre les mains de la bourgeoisie d'extrême-droite », la tactique préconisée au second tour des municipales était de « faire liste commune avec les socialistes ».

Il est tout à fait juste que le parti ne peut se borner à faire isolément du prosélytisme ni à diriger des actions partielles. Mais il doit poser dès aujourd'hui le problème de demain en se protégeant des influences contre-révolutionnaires des deux politiques bourgeoises. C'est pourquoi votre tactique contre l'Aventin a été fondamentalement erronée. Dans la propagande pour l'Anti-parlement, vous avez présenté le problème de la liberté, etc., comme une question préalable, c'est-à-dire que vous avez accepté le terrain des Oppositions. Ce qui signifiait compromettre nos positions, même en présence d'un éventuel développement révolutionnaire. Nous pensons en effet que même si les Oppositions avaient engagé la lutte contre le fascisme, nous n'aurions pu y intervenir utilement et l'orienter vers nos objectifs qu'à la condition que la masse n'ait jamais perçu le moindre point de contact entre nous et ces Oppositions. Tout contact, toute apparence de contacts, contribuait en effet à maintenir les ouvriers sous leur influence.

Eu égard à la tradition du parti, la gauche juge qu'elle représente la tradition et la continuité de la lutte contre les déviations opportunistes et le centrisme.

Nous ne pensons pas qu'on puisse faire des propositions d'action ni résoudre les problèmes du parti italien si ces derniers n'ont pas d'abord été tranchés au niveau international. La question pour nous fondamentale est celle de l'Internationale communiste. Pour la résoudre, la méthode consistant à théoriser les expériences du parti communiste russe est absolument inadéquate. Notre opinion est au contraire que les questions du parti communiste russe ne peuvent aujourd'hui être tranchées que sur la base d'éléments tirés de l'expérience de la lutte de classe dans les autres pays. On a une confirmation de la justesse de cette opinion dans la récente discussion au sein du parti russe. Nous n'avons à ce sujet que de très rares informations, mais assurément cette discussion soulève des problèmes qui se rattachent à l'ensemble de la situation internationale. Il faut en discuter dans toutes les sections de l'Internationale, c'est pourquoi nous avons été très étonnés de lire une lettre du PC russe souhaitant que les questions récemment agitées lors du Congrès russe ne fassent pas l'objet de débats dans les autres partis<sup>8</sup>. Ce point mis à part, le déroulement de la récente discussion démontre la fragilité de cette plateforme – dont on voudrait laisser penser qu'elle permettrait de résoudre tous les problèmes qui se posent aux divers partis dans la période historique actuelle (celle du léninisme) – dans la mesure où, même si l'on se revendique d'elle, des fluctuations aussi profondes que celles apparues lors du débat russe peuvent se produire.

En conclusion, nous sommes d'avis que le seul moyen de résoudre notre crise et celle de l'Internationale est d'entamer une discussion sérieuse et exhaustive sur les problèmes de l'Internationale elle-même.<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> *A tous les partis frères* – Lettre du Comité Central du Parti communiste de l'U.R.S.S. à toutes les sections de l'Internationale, Moscou, 15 janvier 1926 (parue dans *L'Unità* le 17). Cf. *La correspondance internationale*, n° 10, 23 janvier 1926. Cette lettre fait suite au XIVe congrès du parti russe. Le Comité Central *unanime* « considère qu'il n'est pas désirable de transporter la discussion sur la question russe dans les rangs de l'IC » (p. 80).

<sup>9</sup> Après la confrontation entre Bordiga et Gramsci, la commission décide à l'unanimité, moins trois voix, d'adopter le projet de thèses du comité central comme base de la discussion point par point, rejetant celui présenté par la gauche. Suivent donc les remarques exprimées par Bordiga sur les différents points du document.

Chap. I. *Introduction*, n<sup>os</sup> 1-3.

Bordiga affirme que la tendance d'extrême-gauche qui s'était manifestée dans le parti socialiste italien dès avant la guerre et représentait une authentique "gauche marxiste" n'y est pas évaluée de manière adéquate<sup>10</sup>.

Chap. II. *Analyse de la structure italienne*. N<sup>os</sup> 4-9.

Bordiga : dans cette partie, on sous-évalue l'importance de la classe industrielle et exagère la faiblesse de l'industrialisation italienne<sup>11</sup>. De plus, même au Nord, l'agriculture a eu une grande importance économique et sociale.

Au point 9, il serait bon d'évoquer le phénomène de l'émigration. Beaucoup de paysans émigrent et deviennent ouvriers. A leur retour, ils constituent un lien entre paysans et prolétariat.<sup>12</sup>

Chap. III. *La politique de la bourgeoisie italienne*. N<sup>os</sup> 10-14.

Bordiga : Peut-être met-on trop en valeur, dans cette partie, la crise des états-majors des partis bourgeois. Une désagrégation interne des groupes politiques de la bourgeoisie ne répond pas toujours à cette crise<sup>13</sup>.

Chap. IV. *Le fascisme et sa politique*. N<sup>os</sup> 15-18.

Bordiga : En exposant les conséquences que l'action coercitive du fascisme vise à provoquer, il ne faut pas donner l'impression que la situation pourrait avoir une issue immédiate [...]. Sur ces points, il me semble qu'on commet l'erreur de mettre le prolétariat, en tant que force révolutionnaire, au même niveau et sur le même plan que les couches sociales intermédiaires.

Chap. V. *Forces motrices et perspectives de la révolution*. N<sup>os</sup> 19-22.

Bordiga : Il faut faire ressortir l'importance du prolétariat agricole du point de vue politique et organisationnel. C'est la section syndicale du parti et non la section agraire qui doit s'occuper d'organiser le prolétariat agricole.

---

<sup>10</sup> Gramsci, qui s'était débarrassé de cette question en affirmant qu'il avait certes existé, dès avant la guerre, un groupe d'«extrême gauche» défendant les thèses du marxisme révolutionnaire, « mais de manière occasionnelle et sans parvenir à exercer sur le développement du mouvement ouvrier une influence réelle » (thèse 3), répondit à Bordiga en répétant, sans apporter aucun élément nouveau, qu'une "gauche marxiste" n'avait jamais existé dans le PSI *de manière permanente*.

<sup>11</sup> « L'industrialisation, qui est la voie de pénétration essentielle du capitalisme, est assez faible en Italie. (...) La faiblesse intrinsèque du capitalisme contraint la classe industrielle à adopter des expédients pour s'assurer le contrôle sur l'ensemble de l'économie du pays. Ces expédients se réduisent à un système de compromis économiques entre une partie des industriels et une partie des classes agraires, plus particulièrement les grands propriétaires terriens. » (Thèses 5 et 6).

<sup>12</sup> La thèse 9 expose en outre l'idée chère à Gramsci selon laquelle le prolétariat « se présente comme l'unique élément qui, de par sa nature, a une fonction unificatrice et coordinatrice de toute la société. Son programme de classe est le seul programme "unitaire", c'est-à-dire le seul dont la réalisation ne conduit pas à approfondir les contradictions entre les différents éléments de l'économie et de la société et ne conduit pas à briser l'unité de l'État. »

<sup>13</sup> Ce qui importait, répondit Togliatti, c'était « de mettre en évidence la désintégration de l'appareil d'État qui a été provoquée par les conflits internes de la bourgeoisie et par un rapport de forces qui s'était constitué entre les différents groupes qui s'affrontaient en soutenant chacun ses propres intérêts. Ce concept était déjà exprimé dans les thèses de Rome". Bordiga répondit: « Ce point des thèses de Rome n'a pas été écrit par moi, mais par Gramsci." Gramsci confirma que pour lui la crise de l'État italien dans la période 1919-20 « avait le caractère d'une véritable scission entre les éléments dirigeants de l'appareil étatique".



Chap. VIII. *L'idéologie du parti*. N<sup>os</sup> 25-28.

Bordiga : Rienzi a raison<sup>14</sup>. Si l'on dit que la social-démocratie est l'aile gauche de la bourgeoisie, il faut admettre que la tactique de front uni est une tactique de coalition avec un parti bourgeois. Il y a pourtant une contradiction entre ce que Rienzi dit de la base sociale de la social-démocratie et ce que lui-même affirme à propos de la nature du parti. S'il fallait juger un parti d'après sa base sociale, la social-démocratie serait bien pour sa part un parti prolétarien et révolutionnaire.

Chap. IX, X, XI. N<sup>os</sup> 29 et 35.

Bordiga : D'après lui, le centralisme<sup>15</sup> n'est pas un point de départ mais un aboutissement, c'est-à-dire la conséquence de toute la politique menée par le parti. Il prétend que le système majoritaire ne peut être accepté comme norme. Dans certaines situations, la Centrale peut diriger le parti même contre la volonté de la majorité. Il serait donc préférable de remplacer la formule de "centralisme démocratique" par celle de "centralisme organique". L'essentiel pour que le centralisme puisse s'appliquer est l'homogénéité des critères d'organisation pour l'ensemble du parti. Dans la période récente de son existence, c'est ce qui a manqué à notre parti.

---

<sup>14</sup> Tasca (Rienzi) avait demandé de changer le point où il était dit que la social-démocratie était "l'aile gauche de la bourgeoisie". La demande fut rejetée sur proposition de Gramsci.

<sup>15</sup> Dans le texte : *centrisme*. Nous avons corrigé la coquille. (NdT)

## [Pour la non-participation aux organes centraux du parti]<sup>16</sup>

Bordiga demande qu'on ne prenne pas cette décision<sup>17</sup> et dit que la situation n'a qu'une solution : « que ce soit vous qui preniez la direction du parti »...

« Pour le moment, je ne veux pas faire d'autre déclaration... [je décline toute (?)] responsabilité quant à ce qui pourra se passer...

[Passage incomplet et incompréhensible]

Acceptez notre demande. Nous vous garantissons que nous ne ferons pas de travail fractionnel, qu'aucune tentative en ce sens ne sera de notre fait. D'autre part, nous renouvelons notre offre de travailler à la périphérie du parti, mais nous désirons être exclus de toute participation à la Centrale, ne créez pas de situation fâcheuse<sup>18</sup>.

Bordiga déclare qu'il ne peut accepter cette charge et que d'ailleurs il n'existe aucune formule dans les statuts qui puisse l'y obliger. [...]

Il persiste dans son refus et prie qu'on n'utilise pas de méthode coercitive. « Je prie le représentant du Komintern de ne pas maintenir sa proposition ». Il dit que la gauche mise face à cette solution ne peut prendre de décision immédiate qui, de toute manière, nécessiterait un délai<sup>19</sup>.

Bordiga : « Je demande de pouvoir parler après que le Congrès aura pris toutes ses décisions ». Il déclare aussi qu'il dira des choses vraiment graves à l'intention de tout le parti<sup>20</sup>.

Bordiga : Je suis ici pour assumer, en mon nom et celui de la gauche, notre entière responsabilité ; vous avez repoussé l'accord que nous vous avons proposé ; il ne reste qu'une chose... Le congrès dans son ensemble ne nous a pas convaincus le moins du monde que... Il nous raffermit au contraire dans la conviction qu'en dehors de ce que sont les...<sup>21</sup> [le document s'interrompt ici].

---

<sup>16</sup> Procès-verbal non daté d'une réunion à laquelle ont assisté Gennari, Boschi, Perrone, Gramsci, Togliatti, Bordiga, Ravazzoli, Tasca, Russo et le représentant du Komintern (J. Humbert-Droz). Première parution en italien, dans *La fine del P.C. d'It.*, op. cit.; repris dans *Scritti 9*, op. cit., p. 227-228.

<sup>17</sup> Togliatti venait de proposer de nommer une commission pour la composition de la nouvelle centrale, avec le mandat du congrès d'y inclure une représentation de la gauche. Les noms de Bordiga et Venegoni furent avancés.

<sup>18</sup> A ce moment, le représentant du Komintern donne lecture d'une déclaration, non rapportée au procès-verbal, dans laquelle est requise la présence de représentants de la minorité dans les organes centraux du parti.

<sup>19</sup> Tasca propose alors de laisser 10 minutes aux camarades de la gauche pour prendre une décision responsable, tandis que Togliatti proteste, affirmant que ce n'est pas Bordiga mais le congrès qui doit prendre une décision.

<sup>20</sup> C'est alors que Perrone présente la déclaration suivante : « Les délégués de la gauche au III<sup>e</sup> Congrès du PCI s'accordent à prier le Congrès et le représentant de l'Internationale, dans l'intérêt de la cause commune, de ne pas insister sur l'inclusion de la gauche dans le C.C. du parti. Sûrs de voir acceptée leur requête assortie des engagements de discipline les plus loyaux, ils donnent mandat au camarade Bordiga d'expliquer par une déclaration, si le Congrès le juge nécessaire, les raisons de toute leur attitude ».

<sup>21</sup> Ici s'interrompent les minutes. Comme on sait (cf. par exemple Peregalli et Saggiaro, *Les années obscures 1926-1945*, p.102), Bordiga finira par céder face aux menaces d'exclusion du parti, rejoignant le Comité Central avec Carlo Venegoni. Il s'en justifie à la 9<sup>ème</sup> séance du Comité Exécutif Elargi de l'IC, le 25 février 1926, en ces termes : « Nous avons tout subi pour sauver l'unité du parti, et en présence de l'inclusion forcée dans la Centrale, nous avons cédé, mais sur une déclaration politique qui a renforcé davantage notre ligne d'opposition. » (*La Correspondance Internationale*, 19 mars 1926, n°36, p.343).

Nous faisons suivre la *déclaration politique* en question.

## [Déclaration au nom de la Gauche]<sup>22</sup>

Je parlerai sereinement et en pleine responsabilité. Mes propos seront graves pour nous tous et pour le parti, mais on a créé volontairement la situation regrettable qui me contraint à les tenir. Indépendamment de toute prise en compte des problèmes de conscience et de sentiment qui sont les nôtres, de toute considération de sincérité et de rectitude plus ou moins grande des individus, je dois affirmer ici au nom de la gauche que non seulement les procédés qui ont cours n'ont pas ébranlé nos opinions, mais qu'ils sont, en même temps que la préparation et l'organisation du Congrès, que le programme qu'on y a présenté, la plus formidable justification de la sévérité de notre jugement.

Je dois vous dire – s'il vous reste un tant soit peu de capacité marxiste et révolutionnaire pour juger partis et situations politiques – que la méthode appliquée ici, et qui va jusqu'à la coercition après avoir traversé toutes les étapes contre lesquelles nous avons protesté, nous apparaît avec douleur mais avec certitude comme nuisible aux intérêts de notre cause, du parti et du prolétariat.

Oui, les systèmes en vigueur ici et suivant lesquels ce Congrès a été organisé, ne sont pas des méthodes utiles pour renforcer l'éducation révolutionnaire du prolétariat et de son parti ; ils ne sont pas, comme ils vous apparaissent à vous, représentants ouvriers, l'expression de l'unité et de la discipline ; ils exacerbent au contraire la division, aggravent le fractionnisme, préparent la désintégration du parti et l'échec de la lutte prolétarienne.

Le groupe qui a été l'artisan de cette politique – je suis obligé de le dire, maintenant que vous avez délibérément refusé notre proposition de coexistence loyale, honnête, disciplinée dans le parti, sans inclusion forcée dans le Comité directeur – ce groupe, que nous côtoierions dans ce Comité – si vous ne comprenez pas combien il serait périlleux d'aller au bout de cette épouvantable situation –, nous le considérerions comme l'agent du défaitisme opportuniste qui, manifestement, sévit à un stade avancé dans le parti du prolétariat.

Nous pensons qu'il est de notre devoir, étant parvenus à ce moment de notre expérience de groupe, lequel est ou se flatte d'être – au-delà des chiffres par lesquels on a cru bon de traduire les prétendues consultations du parti – le représentant d'un courant authentique de la classe ouvrière révolutionnaire, il est de notre devoir, sans hésitation et en pleine conscience de notre responsabilité, de dire ces mots chargés de sens : aucune solidarité ne pourra nous unir à ces hommes que nous avons jugés, indépendamment de leurs intentions et de leurs traits psychologiques, comme étant les représentants de l'orientation, désormais inéluctable, vers la corruption opportuniste de notre parti.

Les procédés dont nous voyons le triomphe apparent, même si certains d'entre vous les jugent potentiellement salutaires, heurtent tellement notre manière claire et invariable de poser le problème, provoquent un tel dégoût devant la situation étouffante dans laquelle vous voulez nous enfermer, que, tout en ayant su consentir à tous les renoncements pour empêcher la ruine du parti, nous sommes sûrs de rendre service à la cause en faisant en sorte que ces procédés et cette méthode livrent jusqu'au bout le plus possible d'expériences afin que le prolétariat réussisse à les comprendre et à les écarter le plus vite possible de son chemin, fût-ce au prix d'une crise douloureuse.

Si je suis, si nous sommes victimes d'une effroyable erreur dans notre appréciation des événements, alors nous devrions vraiment être jugés indignes ne serait-ce que de militer dans le parti et nous devrions disparaître aux yeux de la classe ouvrière.

---

<sup>22</sup> Document publié dans la revue, déjà mentionnée, *Prometeo* (Bruxelles), n° 1, 1<sup>er</sup> juin 1928; devancé par une première publication en français dans la revue *Le réveil communiste*, n°3, février-mars 1928. Ce document fut reproduit dans *La fine del P.C. d'It.*, op. cit. ; repris dans *Scritti 9*, op. cit., p.229-231. Nous avons fait une nouvelle traduction à partir de la version des *Scritti*.

Mais si cette opposition impitoyable que nous sentons est bien réelle et nous réserve pour l'avenir des suites douloureuses, au moins pourrions-nous dire que nous avons lutté jusqu'au bout contre les funestes méthodes qui désagrègent nos rangs et qu'en résistant à toutes les menaces, nous avons apporté un peu de lumière et de clarté dans l'obscurité que crée la façon de procéder de nos contradicteurs. Vous avez cru et croyez prendre des mesures de renforcement des rangs du parti ; je sens que c'est le contraire qui a lieu et que ce sont les prémisses d'une opposition insurmontable. Vous m'avez obligé à dire ce que je ne voulais pas dire, ce que nous refusions presque de croire avant de voir qu'engagés sur la mauvaise voie, vous étiez irrésistiblement entraînés vers les actions les plus irréparables et les plus ruineuses.

Je devais parler, maintenant délibérez comme bon vous semble.<sup>23</sup>

---

<sup>23</sup> Dans un document officiel, *Contro il frazionismo et lo spirito di frazione! Per la disciplina rivoluzionaria nel partito! Il terzo Congresso del PCI* [Contre le fractionnisme et l'esprit de fraction! Pour la discipline révolutionnaire dans le parti! Le Troisième Congrès du PCI], la direction centriste jugea que cette déclaration était « d'une gravité telle qu'elle plaçait l'extrême-gauche aux limites extrêmes du Parti » (cit. dans Peregalli et Saggiaro, *Les années obscures...*, op. cit., p.102).